Diaspora et Identité numérique de territoire : expression identitaire collaborative et imaginaire partagé

Corine Gabriele
Doctorante
Sciences de l'information et de la communication
LCF/LIL, EA 4549
Université de La Réunion

Cette contribution tentera de démontrer comment dans un monde globalisé, gouverné par les flux se construit sur les réseaux dits sociaux, une identité numérique de territoire, archipélagique centrée non plus sur un lieu physique mais sur l'intrication de deux imaginaires : celui du territoire et celui de l'internet.

Mondialisation/globalisation

Ce flou terminologique draine une nébuleuse propice à la propagation généralisée de bon nombre d'idéologies contradictoires liées par exemple à l'homogénéisation inéluctable des cultures et au repli identitaire grandissant.

Il existe pourtant un relatif consensus pour décrire cette globalisation autour de trois éléments essentiels :

1. Une économie basée sur le traitement, la transformation et l'échange de données et l'extrême mobilité des capitaux au niveau planétaire
2. De forts mouvements migratoires
3. Une structure réticulaire : le réseau internet pour les donnée , la diaspora pour les populations

Les sociétés modernes caractérisées par ce double flux reconstruisent des identités autour non plus exclusivement de territoires physiques, géographiques mais symboliques. La localité n'est plus inscrite dans un territoire mais dans l'imaginaire.

Cette globalisation marquée par l'intensification transnationale des mouvements de capitaux, de populations, de données va en général de pair, dans les analyses contemporaines du phénomène, avec l'affaiblissement des états nations. En effet les états perdent de leur souveraineté politique et économique.

Appadurai va jusqu' à considérer comme indicateur de modernité, les crises récurrentes de l'etat-nation qui entrerait selon lui dans sa phase terminale (Appadurai, 1996). La création des nations modernes s'est en effet bâtie sur le principe de l'homogénéité culturelle, linguistique, et territoriale car toutes étaient au départ des collectivités historiques hétérogènes (Schnapper, Hily, Costa-Lascoux, 2001) La logique de formation s'est toujours faite en imposant une langue, une culture en inventant une histoire nationale. Or on s'aperçoit que quel que soit la puissance des principes fondateurs d'homogénéisation d'une nation, ils n'effacent jamais dans la réalité historique et sociale, les attachements pluriels et les liens diasporiques, ils perdurent et ont toujours existé, c'est le statut des différentes diasporas constitutives des nations qui a changé. Ce qui se partage c'est un imaginaire , imaginaire de la nation , imaginaire de la tradition, imaginaire de l'état, imaginaire de la terre d'origine, imaginaire du territoire.

Imaginaires partagés, représentations sociales

Ces imaginaires assurent la cohésion des collectivités en ce qu'ils proposent une vision partagée de la réalité qui s'exprime dans les pratiques sociales. C'est bien cette notion d'imaginaires partagés qui permet à Benedict Anderson de construire le concept de communauté imaginée dans sa définition des nations.

C'est la même idée qui est développée dans la notion d'ethnoscape d'Appadurai à propos des diasporas qui construisent leurs localités sur la base des flux médiatiques et qui «permet justement de rendre compte de la production d'une identité de groupe fondée sur certaines images, un paysage partagé . A l'élaboration de ce paysage contribuent non seulement la mémoire mais aussi les les TIC» (Appadurai, 1996). C'est aussi cette idée d'imaginaire partagé qui est au centre des débats épistémologiques des géographes quand ils réinterrogent leur concept phare : le territoire. On lui reproche de façon récurrente d'être réducteur, obsolète, mystifiant quand il est utilisé dans son acception restrictive, synonyme de lieu, d'espace circonscrit et régi par un système de valeurs politiques, sociales et culturelles.

Ce qui reste central c'est au-delà de la dimension physique, la dimension relationnelle au territoire, le lien d'appartenance et donc la territorialité « sédentaire » ou « nomade ». C'est bien cette acception-là de territoire, ou plutôt de territorialité qui est centrale quand on s'intéresse aux diasporas. Il s'agit bien au-delà des divergences définitionnelles, de quitter une terre pour une autre qui ne disparaît jamais complètement, dont les contours s'estompent ou s'épaississent au fil des souvenirs et des échanges puisés dans la mémoire collective entre ceux qui sont partis et ceux qui y sont toujours. Cette terre reconstruite, cet ancien/nouveau territoire devient alors le lien indispensable, le ciment d'un peuple en dispersion. C'est ce repérage et cette projection de soi dans cet espace métaphorique, c'est ce lien là, ce glissement de l'espace physique à l'espace culturel qui est caractéristique d'une diaspora, autrement dit c'est la prise de conscience d'être en diaspora. Le territoire est partout, il est donc nulle part. D'où la perception d'extra-territorialité. Le territoire existe, nous disent anthropologues et géographes quand prévaut un lien fort, lien entre les membres autour non seulement d'un espace physique, borné et contrôlé mais aussi autour de la création d'un territoire métaphorique, construit sur des représentations culturelles partagées qui vont être le vecteur de la mémoire collective, et assureront la cohésion du territoire. Cette construction collective, médiatisée et instrumentalisée par les TIC et notamment par le web social, augmenterait la visibilité et le dynamisme des échanges et finirait par dessiner un espace imaginaire, qui serait un conglomérat, une confrontation de représentations, une identité numérique de territoire.

Imaginaire internet, imaginaire du web collaboratif

Né « dans des univers sociaux relativement homogènes : l'université, la contre-culture, les mouvements communautaires » (Flichy, 2001), l'internet sera légitimé comme modèle de société dans les discours grand public qui accompagnent le développement de l'internet de masse.

C'est ce même imaginaire qui se poursuit avec l'idéologie du web social, centré sur l'usager auteur, scripteur, producteur et participant. Technique phare de l'idéologie de la communication dans un contexte de marché globalisé autour des valeurs de transparence et d'échange social, il sera largement relayé par les discours médiatiques. La gratuité contributive est au centre d'une économie de l'information, l'injonction de participation est omniprésente. Les contributions alimentent d'immenses bases de données qui constituent autant de niches commerciales. Elles s'inscrivent dans une architecture prévue initialement pour mettre en lien en réseau, catégoriser et organiser ainsi la création de regroupements, voire de communautés. On finit par créer des entités et appartenir à d'autres qui nous échappent.

« Ainsi, le « web2.0 » se propose en quelque sorte de fournir dès aujourd'hui les preuves de la viabilité, de l'efficience d'un nouveau modèle sociétal construit autour de la représentation typiquement néolibérale d'un agrégat d'individus « autonomes », relies sur un gigantesque réseau : marché autorégulé » (Jacob T.Matthews, 2010). On s'aperçoit donc, dans ce contexte, que la communauté, joue un rôle essentiel dans une économie contributive mais

qu’elle ne recouvre en rien au départ tout au moins, un quelconque regroupement au sens social du terme, comme cela a pu être le cas aux débuts de la création du réseau internet où il existait une adéquation entre communauté de conception, communauté d’usage et communauté sociale.

Cette notion de communauté virtuelle reste finalement faiblement opérante et ne peut coïncider avec une communauté homogène socialement identifiée D’où la nécessité en matière d’analyse de ces medias sociaux d’adopter une approche sociotechnique et de les réinscrire dans une double généalogie des usages, celle des médias numériques et celle des medias historiques pour relativiser leur influence et éviter de tomber dans un déterminisme ou technique ou social.

Identité numérique de territoire

Ce qui est intéressant ce n’est pas d’explorer les notions de territoire et de diaspora d’un côté ou celle des réseaux sociaux de l’autre mais bien de s’interroger sur le travail territorialisant de ces discours médiatiques construits dans l’interaction, sur des espaces de communication fortement contraints par des formats économiques et techniques, et marqués par des imaginaires liés à la fois au territoire et aux outils numériques.

On nommera donc identité numérique de territoire le produit des pratiques discursives sur le web dit social sous forme de traces contributives laissées par les usagers. Elle n'existe donc que par la rencontre de pratiques sociales et de pratiques numériques, par la médiation d'un dispositif sociotechnique. Perceptible dans la matérialité discursive et concrète, elle ne peut exister qu’en situation de communication.

Le territoire ne prendrait donc forme que si on le parle. « Envisagé de la sorte, le territoire apparaît ainsi – et peut-être avant tout – comme un « fait de langage » (Noyer, Raoul, 2011). C’est donc en croisant ces réflexions avec les pratiques discursives collectées notamment sur deux pages Facebook consacrées à La Réunion que je me suis intéressée à l’identité numérique de territoire.

En quoi ces discours sont-ils différents des précédents ? Qui parle? Comment s’exprime ce « Nous »? Quelles traces de cette appartenance peut-on trouver? Comment les participants l’expriment? En quelle langue? Quelle place pour ces discours dans l’espace public? Quelle image du territoire ?

Les deux pages sélectionnées, qui formatent les échanges et posent le cadre de la communication présentent les caractéristiques communes suivantes :

*Elles sont identifiées par les medias locaux comme les deux premiers réseaux sociaux réunionnais

*Elles affichent la même présentation et revendiquent la volonté d'être un espace au service de la communauté réunionnaise

*Elles sont détenues par une entreprise : une entreprise de communication et une entreprise et de développement web.

*Elles ont pour fonction de créer du flux et de le canaliser en direction de sites «mères» propriétaires ou ceux administres par leurs soins.

*Toutes deux sont alimentées suivant le même principe, les administrateurs publient un certain nombre d'informations sur l'île sous la forme de textes, issus très souvent de la presse quotidienne régionale (Jir, Zinfos 974, Antenne Réunion) , photos, vidéos ou liens visibles sur le fil d'actualité des adhérents qui génèrent à leur tour des commentaires de la part des inscrits, des fans.

A ce stade de mon observation et de ma réflexion, un certain nombre de pistes descriptives ont émergé dont on peut donner un aperçu au travers des commentaires qui ont suivi en février 2012 la publication de la lettre de Roxane postée sur La page La Réunion 974, à la suite de la médiatisation des émeutes du Chaudron. L’analyse permet de dépasser une

première impression d'homogénéité de la vision du territoire. En effet, si l'image lisse, papier glacé à la fois dépliant touristique et catalogue de la tradition existe bien, reste plébiscitée par les participants (mettant en avant un certain nombre de marqueurs : faune, flore, cuisine, volcan, métissage, tolérance, accueil et harmonie…) parce qu'elle leur permet de préserver ce lien, la complexité reste bien présente, parfois sous-jacente, et réapparait dans les échanges à l'occasion d'évènements sociaux forts.

Si la majorité donc se retrouve sur la vision « carte postale » D'autres mettent en avant la nécessité de nuancer cette image qui selon eux, masque et gomme la fragmentation sociale qui éclate à ce moment-là de façon violente lors des émeutes du Chaudron. On voit apparaître de façon plus ou moins visible les rapports de force et de domination ancrés dans la mémoire collective ressurgir en échos mémoriels, comme les qualifient Jacky Simonin : l'évocation de l'esclavage, «le racisme social», aide, assistanat, inégalités, qui opposent les nantis et les démunis, les qualifiés, les émeutiers.

Les réseaux sociaux par le biais de ces pages dites communautaires offrent la possibilité de s'exprimer en dialoguant sans compétences numériques particulières sur un espace qui apparait comme commun parce que les usagers se l'approprient. Mirage de la collaboration mais construction collective de fait, et de façon certaine ouverture de l'espaces public à une fraction de participants qui jusque-là en était exclue et désormais participe à la construction de l'identité numérique de territoire.